

Future métropole : un livre de Jacques Boulesteix

Notre ami Jacques Boulesteix, publie un ouvrage intitulé « Entre peur et raison, la métropole Aix-Marseille-Provence » (éditions de l'Aube, en librairie le 5 mai 2015). Il y retrace la genèse de la métropole qui sera opérationnelle au 1er janvier 2016. Avec elle, l'aire métropolitaine reprendra un cheminement interrompu à la fin des années 60, lorsqu'elle rata le train des communautés urbaines. Depuis, le chemin vers la métropole fut long et semé d'embûches. Le territoire, éclaté en six intercommunalités, cumule aujourd'hui nombre de handicaps, sociaux bien sûr, ou liés aux transports interurbains, mal adaptés aux nouvelles mobilités et au développement économique, mais possède aussi de formidables atouts.

L'annonce par le Premier Ministre, Jean-Marc Ayrault, en septembre 2012, de la création d'une métropole a fait renaître des espoirs et suscité des craintes. Les jeux politiques locaux, complexes, mais aussi l'émergence de l'expression de la société civile, tout en attisant les clivages, ont aussi donné vie à des projets à l'échelle métropolitaine.

Aujourd'hui, à l'aube de sa naissance, telle Janus, la métropole montre deux visages. L'un, tourné vers les élus parle pouvoir, légitimité représentative, et droit



LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

des sols. L'autre, tourné vers le citoyen, est interpellé sur des problèmes métropolitains concrets et sur la mise en œuvre de processus démocratiques et de participation citoyenne. L'un ne peut aller sans l'autre. La métropole réduira-t-elle le fossé grandissant entre les décideurs publics et les citoyens ? La métropole sera-t-elle démocratique ? C'est sans doute sur cela qu'elle joue sa réussite.

Selon Jacques Boulesteix, la métropole ne pourra réussir sans un formidable renouveau démocratique et participatif qui associe beaucoup plus les citoyens aux politiques publiques. Cet ouvrage passionnant retrace le contexte, l'histoire et les perspectives de cette nouvelle institution, abordant également les questions fondamentales de démocratie locale et des nouvelles pratiques sociales dans les processus de décision.

2015. Une métropole maritime monde va naître entre Provence et Méditerranée, à Marseille et autour de Marseille. Après des décennies d'hésitations, d'inquiétudes, de combat et de projets, la métropole d'Aix-Marseille-Provence va exister, du moins dans la loi. Rien bien sûr n'est achevé. Tout commence seulement. Les causes des angoisses, des refus sont toujours là. Les inquiétudes fortes de nombreux élus locaux aussi qui craignent une perte de liberté communale – comme les interventions de vieux systèmes politiques en place qui défendent leurs positions. Les forces économiques, l'Université, les acteurs culturels, l'État... poussant à ce projet. Mais la voie est étroite. Le livre de Jacques Boulesteix vient prendre place au cœur de ce débat.

Jean Viard, sociologue

Tout savoir sur les abeilles...



En ce 20 avril 2015, la salle Tony Garnier était pleine à craquer pour venir écouter cette conférence, animée par Mme Claude Gadbin-Henry

maître de conférence à l'Université Aix-Marseille sur le sujet des abeilles et de leur importance pour notre avenir.

Pendant plus de deux heures, la conférencière a tenu en haleine son auditoire, des jeunes enfants jusqu'aux apiculteurs, venus en nombre !

Son exposé, scientifiquement étayé et très richement illustré, a notamment rappelé que les abeilles, présentes sur Terre depuis 40 millions d'années, comptent plus de 1000 espèces, parmi lesquelles l'abeille domestique, dont le miel est récolté depuis 20 000 ans.

Un point a particulièrement captivé le public présent, c'est celui qui concerne les tâches des ouvrières dans la ruche, tour à tour ménagères, nourrices, productrices de galettes de cire et constructrices d'alvéoles, régulatrices de l'hygrométrie et de la température (ventileuses) et enfin, pour les plus expérimentées, butineuses chargées de la récolte du nectar et du pollen.

Claude Gadbin-Henry a aussi traité de la transmission des informations entre les ouvrières, ainsi que du repérage dans l'espace et du rôle essentiel des abeilles pour la pollinisation des fleurs et la production de fruits de qualité.

Elle nous a enfin sensibilisé aux dangers qui menacent la survie des abeilles : les parasites comme le varroa ou les Teignes qui peuvent entraîner la mort rapide d'une colonie entière, mais aussi l'action des redoutables pesticides qui perturbent leur système nerveux et leurs défenses immunitaires. Au point que certains chercheurs imaginent déjà de recourir à des robots pollinisateurs pour pallier l'absence d'abeilles. Un comble !

M. Motré

LE JOURNAL DU

POUR CHANGER LE MONDE, IL FAUT LE PENSER AUTREMENT

N° 30 – Mai 2015



DÉPARTEMENTALES 2015 QUELS ENSEIGNEMENTS EN TIRER ?

Beaucoup a déjà été écrit sur ces premières élections départementales qui se sont déroulées les 22 et 29 mars derniers, sur la base de cantons démographiquement plus équilibrés et en imposant la parité hommes/femmes. Politiquement, le principal enseignement est clair : la Gauche qui gérait, parfois depuis de nombreuses années, 61 des 101 départements français, n'en détient plus que 34. Seul le département de la Lozère, acquis à la Droite depuis 50 ans, bascule à gauche ! La stratégie de l'UMP qui avait fait liste commune avec l'UDI dès le premier tour de ces élections a été payante, par opposition à la Gauche qui se présentait de manière totalement désunie.

L'exemple de notre canton de La Ciotat est de ce point de vue caricatural avec la présence au premier tour de deux listes de gauche, conduites par deux alliés des dernières municipales. Pour la troisième fois consécutive, après les précédentes cantonales de 2011 et les législatives de 2012, le second tour s'est résumé à un duel entre la Droite et le Front National !

Sur notre canton, le taux de participation a été particulièrement faible au premier tour, malgré le volume massif de subventions accordées par le Département depuis des années à notre commune. Rien d'étonnant néanmoins à cette désaffection, à la lecture du programme des candidats qui pour la plupart évoquaient principalement des idées générales d'ordre national, sans aucun rapport avec les compétences effectives du Département !

A Carnoux, la Gauche, malgré sa désunion a quand même recueilli près de 400 voix. En revanche, la liste UMP, conduite par les maires de La Ciotat et de Cassis, par ailleurs tous deux vice-présidents de la Communauté urbaine (vive le cumul des mandats et gare aux conflits d'intérêts !), a fait un score dérisoire avec seulement 854 voix au premier tour à Carnoux.

La liste était pourtant ouvertement soutenue par notre maire qui avait pris soin de déléguer une de ses adjointes comme suppléante et qui n'avait pas hésité à poser en personne sur les tracts

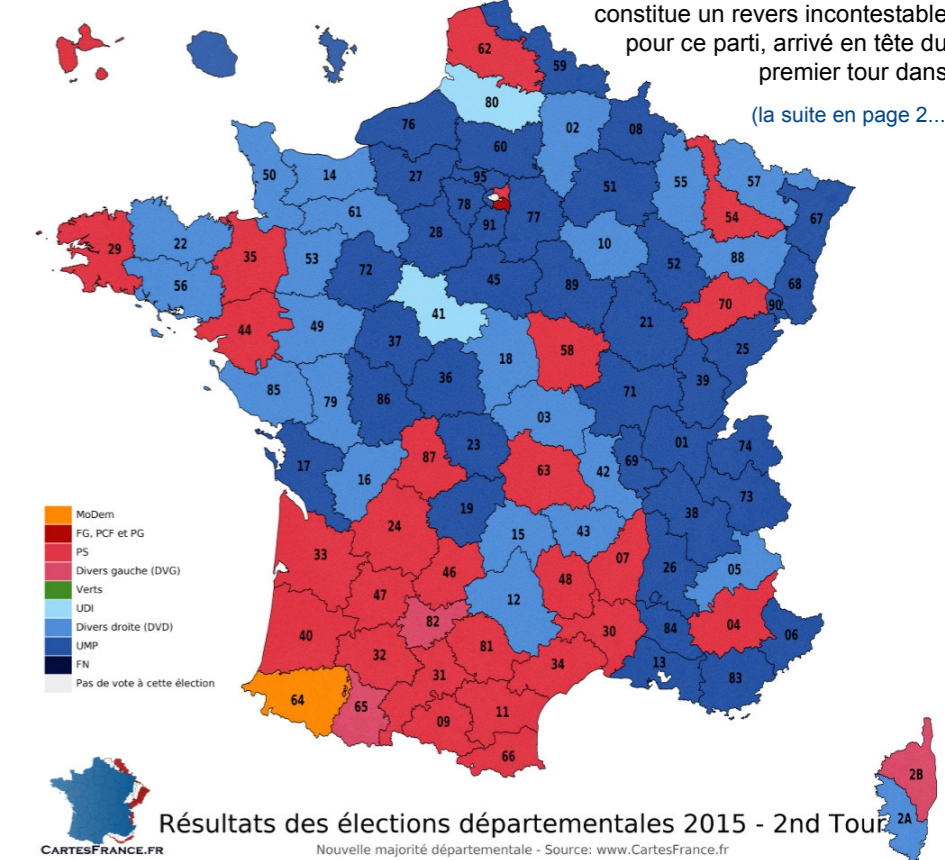
de campagne, démentant une fois encore son prétendu apolitisme. Cela n'a pas empêché le FN d'arriver largement en tête du premier tour avec plus de 1000 suffrages exprimés en faveur de Vesselin Bratkov, lui qui n'avait obtenu que 418 voix aux dernières élections municipales de 2014, et ceci sans même faire campagne puisqu'il n'a tenu aucune réunion publique sur Carnoux et que ses interventions en conseil municipal attestent surtout de sa méconnaissance profonde de la gestion des affaires publiques...

Les Bouches-du-Rhône, département aux mains de la Gauche depuis 60 ans et présidé depuis 1998 par Jean-Noël Guérini, ont connu un vrai séisme politique. La poussée du FN a été fortement contenue, avec seulement deux élus sur le canton de Berre mais la Droite UMP-UDI enregistre une victoire incontestable avec 32 élus sur 58 et Martine Vassal, adjointe au maire de Marseille, a été élue dès le premier tour au poste de présidente du département.



La Gauche a fait un score plutôt honorable avec 24 élus, surtout en comparaison du Var voisin où aucun de ses représentants ne figure dans la nouvelle assemblée départementale, les deux seuls candidats encore présents au second tour s'étant fait balayer suite à une interprétation locale de la stratégie du « ni, ni » qui a conduit les électeurs de droite à se reporter massivement sur le FN, donnant à ce dernier 6 représentants dans ce département...

Et pourtant, sur les 4108 conseillers départementaux élus en 2015, seuls 62 (1,5 % d'entre eux !) sont du FN, ce qui constitue un revers incontestable pour ce parti, arrivé en tête du premier tour dans



Résultats des élections départementales 2015 - 2nd Tour
Nouvelle majorité départementale - Source: www.CartesFrance.fr

La prochaine conférence du Cercle Progressiste Carnussien se déroulera
Lundi 18 mai à 18h30
Animée par Gilles Nalbone, directeur de recherche émérite de l'INSERM, elle interrogera sur les liens entre environnement et santé ou « **comment être en bonne santé dans un monde malade ?** », en salle Tony Garnier.
Accès libre et gratuit...

Pourquoi adhérer ? Pour au moins une bonne raison

Plus nous sommes nombreux, plus nous avons de poids vis-à-vis de la mairie de Carnoux et des élus locaux, aux côtés d'autres associations citoyennes, pour défendre nos idées

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Tél. : _____ E-mail : _____
Signature : _____

Recopiez ou découpez ce bulletin et envoyez-le à l'adresse ci-contre, avec un chèque de 20 euros à l'ordre du Cercle Progressiste Carnussien.

Les statuts de l'association vous seront adressés sur simple demande.

Votre aide financière est essentielle pour éditer notre journal, organiser nos conférences et réaliser nos actions. Les dons sont possibles.

Le Cercle Progressiste Carnussien
9 allée Auguste Rodin
13 470 CARNOUX en PROVENCE

<http://carnouxprogres.wordpress.com>

N° ISSN 2263-648X
Directeur de la publication : Cécile Tonnellet
Imprimerie : Illicopress

43 départements, avec un score national moyen supérieur à 25 % et qui s'était maintenu au deuxième tour dans plus de la moitié des cantons. Désormais bien implanté localement, le FN ne dirigera pourtant aucun département.

Cette élection confirme en tout cas certaines évolutions du paysage politique. L'électorat FN s'est élargi vers les jeunes et les couches populaires. Traduisant jusque là surtout une aspiration à l'ordre et à la sécurité, voire une tentation de repli identitaire, le vote FN traduit de plus en plus d'autres motivations parmi lesquels une forte méfiance à l'égard des élites et des élus, mais aussi des institutions européennes et des multinationales, ce qui contribue à siphonner une part de l'électorat de gauche...

Ajoutons à cela la lente dérive individualiste de notre société et l'on comprend que la Gauche soit à la peine, surtout en période de grave crise économique et sociale. Dans ce contexte, la Droite a beau jeu de tirer à boulets rouges sur le gouvernement même si elle semble bien en peine de proposer la moindre alternative crédible, lui reprochant aujourd'hui de faire ce qu'elle même avait mis en œuvre lorsqu'elle était au pouvoir...

De ces élections purement locales, les électeurs ont fait un outil de sanction de la politique nationale du gouvernement. Une grande partie de l'électorat de gauche s'est abstenue, déçue par ce gouvernement qui ne réalise pas les promesses du candidat Hollande de 2012 ; aucune amélioration de l'emploi, des conditions sociales, du pouvoir d'achat n'est en vue. Une partie des couches populaires se laisse entraîner par le Front National tandis que la gauche de la Gauche n'arrive pas à capitaliser ce mécontentement.

Et pendant ce temps-là, « la maison brûle » ! Notre pays doit faire face à des mutations économiques majeures qui se traduisent par une désindustrialisation rapide et un chômage de masse. Du coup, les conditions sociales se dégradent pour une grande partie de la population avec de réelles difficultés de logement, voire de santé pour certains, et une aggravation des écarts de richesse entre les nantis et les autres. Et de surcroît se profile à un horizon de plus en plus rapproché le défi colossal du changement climatique et de la transition énergétique...

Une véritable situation de crise qui demanderait un sursaut républicain, comme la France avait su le faire au sortir de la seconde guerre mondiale. Mais nos élus ont-ils vraiment le courage de faire face à un tel défi collectif ?

Marc VINCENT

Petite leçon d'économie...

Le 19 janvier, Alain Beitone, professeur en sciences économiques et sociales à Marseille a présenté à Carnoux une analyse détaillée des prémisses de la crise de l'euro.

Le contenu intégral des échanges est accessible sur notre blog.

Après la terrible crise financière de 2007 dont l'Europe n'est toujours pas sortie, la droite grecque a perdu les élections. G. Papandréou arrive au pouvoir et dévoile que le déficit de la Grèce n'est pas de 6 % comme l'a prétendu son prédécesseur mais de 12 %. Cette révélation provoque une seconde crise qui fait suite à celle des subprimes.

Pourquoi une telle crise ?

À la création de l'euro, les responsables politiques, la Commission européenne et les banques centrales savent très bien que les conditions pour qu'il y ait une monnaie unique dans cet espace ne sont pas réunies. Mais ils font le pari que le processus d'intégration des économies européennes va être amplifié par le passage à l'euro, via un phénomène de convergence.

À l'époque, l'entrée de l'Espagne et du Portugal était critiquée, car on pointait leur retard. Une convergence partielle s'est pourtant réalisée avec les autres pays et les écarts entre niveaux de vie se sont réduits. Les économistes espéraient en réalisant un marché unique, que la mécanique engagée allait favoriser la convergence, en supposant que le capital et le travail qualifié allaient diffuser naturellement là où ils sont rares. Dans cette optique, chaque pays devait tirer profit de ses spécialisations.

Mais le facteur spatial a été sous estimé... Du coup, au lieu d'observer une convergence des économies, on a assisté à une concentration du capital et du travail qualifié là où ils existaient déjà. Par conséquent, la situation des pays les moins développés s'est aggravée et les écarts entre situations économiques ont augmenté : il y eu divergence.

Une crise de la zone euro

Avant la crise grecque de 2009, il n'y a pas de divergence de la dette publique et pas de problème spécifique de la dette en Europe. La situation de certains pays du Sud, dont l'Espagne et le Portugal, s'était nettement améliorée grâce aux aides publiques de l'Europe

et surtout aux investissements privés, confiants dans la construction de l'Europe. La Grèce n'a pas bénéficié d'un tel niveau d'aide et s'est retrouvée affaiblie par la crise mondiale de 2008, car elle avait beaucoup empruntée.

Austérité ou relance ?

Alors que les États-Unis comme la Chine ont mis en œuvre très tôt une politique volontariste de relance, l'Europe a eu des réactions timides, privilégiant systématiquement la rigueur budgétaire. Il faut dire aussi que les capacités d'action de l'Europe étaient



très limitées car le budget fédéral est minime et que la mise en place de la monnaie unique n'a pas été suivie d'une vraie intégration budgétaire. Or, en 2009 et sous la pression allemande, l'Europe refuse toute solidarité ce qui provoque une perte immédiate de la confiance et entraîne la Grèce dans la spirale de la dette.

La zone euro est depuis lors prise au piège d'un régime auto entretenu de basse croissance. Sortir de l'euro ne présente aucun avantage car cela provoquerait une forte dévaluation de la monnaie nationale ce qui augmenterait d'autant le poids des importations et de la dette, et rognerait le pouvoir d'achat des ménages. En réalité, seuls un desserrement de l'étau financier de la part de la Banque centrale européenne, des investissements publics d'ampleur et une politique industrielle qui s'appuie sur de innovations liées

à la transition énergétique pourraient permettre de redynamiser l'économie. Mais cela ne peut se faire sans une volonté politique partagée.

Il est désormais admis que la politique d'austérité n'est pas efficace pour la relance d'un pays. Du coup, et en partie sous la pression d'évolutions politiques en cours (dont l'arrivée au pouvoir de Syriza en Grèce), la Banque centrale européenne a enfin accepté d'injecter plus de mille milliards d'euros jusqu'en 2016 pour relancer l'économie européenne. L'enjeu est celui d'une Europe plus solidaire qui attire de nouveau la confiance...

Jacques Tonnelle

Plus de Secours Populaire à Carnoux ?



Depuis sa création à Carnoux en 2000 par Guy Hélin et Lucien Valero, d'abord sous forme d'antenne puis de comité local du

Secours Populaire, l'association avait toujours trouvé les moyens de fonctionner avec un local absolument indispensable pour stocker vêtements et autres objets à revendre, mais surtout pour les produits alimentaires qui sont redistribués. L'ancien garage des débuts a laissé la place à un plus grand local bien adapté, mais sa location était devenue trop chère. Il fallait trouver un autre lieu d'accueil au loyer adapté aux ressources de l'association.

Après quatre mois de recherches infructueuses au cours desquels il a fallu faire face à la suspicion de la part des propriétaires des locaux envisageables : « on ne sait pas si vous êtes solvable.. », Odile Hélin, aujourd'hui présidente, est dépitée et, la mort dans l'âme, est contrainte « de tout arrêter ».

Cela signifie « plus de ramassage, plus de linge... nous perdons confiance dans l'avenir, nous ne pouvons rien faire sans local. Depuis le 31 janvier 2015 plus de distribution d'alimentation. Ce qui restait nous l'avons donné à d'autres comités du Secours Populaire dans les quartiers nord de Marseille ».



« Pourtant on y croyait et on savait que notre travail aidait vraiment des familles dans la galère ». « Afin de faire des colis adaptés à chaque situation, de la personne seule à la famille de 6 à 8 personnes, nous allions chaque mois au port pour récupérer des denrées telles que du riz, des pâtes, du sucre, du lait, de la farine qu'on achetait grâce à

l'Union Européenne à des prix très bas, correspondant au coût du transport. Chaque semaine, Auchan à Aubagne et chaque jour, Intermarché à Carnoux nous donnaient de la viande, de la charcuterie et des produits laitiers dont la date de péremption était proche mais qui pouvaient encore être consommés ».

Si l'association ne poursuit plus ce travail de collecte et de valorisation des denrées périssables, toute cette marchandise invendue sera aspergée de chlore et contribuera à grossir nos volumes de déchets. Ce serait vraiment un comble à l'heure où le gouvernement se préoccupe de légiférer pour lutter contre ce gaspillage alimentaire en obligeant les grandes surfaces à s'organiser pour donner leurs surplus aux associations caritatives !

« Nous faisons ainsi chaque samedi des colis personnalisés pour les personnes en grande précarité dont les dossiers avaient été étudiés par le CCAS (Centre communal d'action sociale), dans le cadre d'un partenariat établi avec la mairie. Par solidarité, une participation de 7 € par colis était demandée, quel que soit son contenu ».

« Quand on avait un local, on récupérait du linge qu'il fallait trier, de la vaisselle, des bibelots, des petits meubles ou de l'électroménager qu'il fallait tester pour les revendre à petits prix. Notre budget de fonctionnement provenait de la vente de ces différents matériels récupérés, d'une subvention du CCAS et de la mairie de Carnoux. Mais tout cela dépendait de l'obtention d'un local. La mairie ne nous en a pas proposé. Il doit pourtant bien exister quelques mètres carrés disponibles pour nos concitoyens les plus en difficulté... Nous sommes au fond du gouffre, malgré tout nous ne désespérons pas qu'un local nous soit finalement attribué ou loué, dit Guy Hélin, et nous ne désespérons

pas non plus de trouver de nouveaux volontaires pour nous aider à renforcer la petite équipe avant de passer la main, à poursuivre l'œuvre dont on était fier et qui doit se poursuivre... N'oublions pas que de plus en plus de Carnussiens ont besoin de notre solidarité ! »

Cécile Tonnelle

Retrouvez-nous sur le blog collectif : <http://carnouxprogres.wordpress.com>

Médiathèque : expression interdite !

Carnoux a la chance de bénéficier d'une superbe médiathèque municipale. Les membres du groupe de lecture KATULU ?, créé en 2008, figurent bien entendu parmi ses usagers assidus. Ils ont donc proposé d'y déposer quelques exemplaires gratuits de leurs notes de lecture que l'association édite régulièrement pour faire partager ses impressions et ses coups de cœur.

La démarche est purement altruiste qui consiste simplement à partager avec d'autres le plaisir (ou pas...) pris à la lecture d'un essai ou d'un roman. Il ne s'agit pas de convaincre pour faire vendre du papier et encore moins d'orienter les choix d'un autre mais simplement de faire part des émotions éprouvées. Nombre de médiathèques, dont celle d'Aubagne toute proche, laissent d'ailleurs volontiers un espace d'expression pour leur club de lecture local, car qui peut le mieux parler d'un livre que celui qui vient de le lire ?



A Carnoux cependant, les choses sont plus compliquées et il a fallu demander audience au Maire qui a nous reçu le 27 août dernier. Monsieur le Maire, dans sa grande sagesse, a répondu qu'il réfléchirait. Plusieurs mois ont passé, confirmant à quel point la réflexion sur un sujet aussi grave était nécessaire. Ne voyant rien venir, nous nous sommes permis d'interroger de nouveau le Maire qui nous a répondu qu'il n'accéderait pas à notre demande. Nous attendons depuis lors qu'ils nous en explique la raison mais nous commençons à désespérer de la recevoir un jour. Au vu de ses explications orales, il semblerait d'ailleurs qu'il n'y ait pas grand chose à justifier sinon qu'il s'agit d'une décision arbitraire et que cela ne se discute pas.

Nous avons la chance de vivre dans un état de droit, où la liberté d'expression est garantie et nous nous en réjouissons. Mais nous nous inquiétons de cette dérive de certains de nos élus locaux qui, sous prétexte qu'ils ont été désignés à une large majorité, s'estiment en droit d'imposer leur point de vue quant à la manière de disposer des biens publics qu'ils gèrent provisoirement au nom de la collectivité. Y aurait-il donc un tel risque politique à laisser quelques citoyens écrire librement ce qu'ils ont pensé du dernier roman de David Foerkinos ?...

M. Vincent